

**DECLARATION CONJOINTE DES HAUTS REPRÉSENTANTS  
DES COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES  
SUR LA CULTURE DE LA PAIX ET DE LA NON-VIOLENCE**

Nous, représentants des Communauté Économiques Régionales (CER), piliers de l'Union Africaine (UA) ;

1. **Rappelant** l'adhésion des États du continent africain à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine intitulé « l'Afrique que nous voulons » et à l'Agenda 2030 des Nations Unies ;
2. **Considérant** la Décision 558/XXIV, adoptée, en 2015, lors de la 24<sup>ème</sup> session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine instituant la Biennale de Luanda et demandant à la Commission de l'Union africaine (CUA) d'œuvrer à son organisation en consultation avec l'UNESCO et le Gouvernement de la République de l'Angola ;
3. **Considérant** la Décision 1265 (XXXVIII) adoptée, en février 2021, lors de la 38<sup>ème</sup> session de la conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), par laquelle elle « instruit la Commission de l'Union africaine à travailler avec le Gouvernement de l'Angola pour créer les conditions pour le deuxième Forum panafricain pour la culture de la paix - la Biennale de Luanda. »
4. **Considérant** l'opportunité majeure de célébrer le thème de l'année 2021 pour l'Union africaine, « Arts, culture et patrimoine : leviers pour l'édification de l'Afrique que nous voulons » et de prolonger, au cours de cette même année, le thème de l'année 2020, « Faire taire les armes en Afrique » ; destinée à apporter des réponses africaines aux transformations affectant les économies et les sociétés du continent ;
5. **Considérant** le « Plan d'action en faveur d'une culture de la paix en Afrique/Agissons pour la paix » adopté en mars 2013 à Luanda, Angola, lors du Forum panafricain « Sources et ressources pour une culture de la paix » ;
6. **Considérant** que l'insuffisance d'impacts socioéconomiques des différents programmes régionaux pour établir et maintenir la paix et la sécurité au sein des différents espaces régionaux de l'Union africaine pourrait être justifiée entre autres par l'absence d'un schéma institutionnel, organisationnel inclusif de partenariat et de gouvernance formel, bien défini et invariable, clarifiant et précisant les rôles des intervenants dans la mise en œuvre de la majorité desdits projets, programmes et résolutions ;
7. **Considérant** le Rapport mondial 2020 sur les sciences océaniques et la Décision de l'Organisation des Nations Unies qui a proclamé les années 2021 à 2030 Décennie des Sciences Océaniques au service du développement durable ;
8. **Considérant** le Décret Présidentiel 164/20 du 16 novembre 2020, par lequel le Président de la République d'Angola a pris des dispositions pour la mise en place des conditions pour la réalisation de cette deuxième édition de la Biennale de Luanda en coopération avec l'UNESCO et l'Union africaine, notamment par la création d'une Commission multisectorielle et d'un Comité national de gestion de la Biennale ;

9. **Tenant compte** des buts et des objectifs de la « Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la Priorité Afrique (2014-2021) », destinée à apporter des réponses africaines aux transformations affectant les économies et les sociétés du continent ;

10. **Soucieux** d'œuvrer à une appropriation et une mise en œuvre individuelles et collectives quotidiennes et durables, sur le continent, du concept de culture de la paix qui consiste « en des valeurs, des attitudes et des comportements qui reflètent et favorisent la convivialité et le partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, tous les droits de l'homme, la tolérance, la solidarité, y compris le respect de l'égalité des sexes, qui rejettent la violence et inclinent à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes et à résoudre les problèmes par la voie du dialogue et de la négociation et qui garantissent à tous la pleine jouissance de tous les droits et les moyens de participer pleinement au processus de développement de leur société. »

#### **En conséquence,**

11. **Prenons acte** de l'adhésion de la Commission de la CEEAC au sein du Comité d'organisation de la Biennale de Luanda, au travers du Protocole d'Accord signé entre la Commission de la CEEAC, le Gouvernement de la République d'Angola et l'UNESCO ;

12. **Prenons également acte** du rôle, de la responsabilité et du devoir d'engagement des Communautés Economiques Régionales (CER) dans le processus de pérennisation de la culture de la paix et de la non-violence ainsi que la mise en œuvre de projets, programmes et de résolutions pour « Faire taire les armes en Afrique » d'ici 2030 et apporter des réponses africaines aux transformations affectant les économies et les sociétés du continent ;

13. **Demandons** au Comité de pilotage de la Biennale de Luanda d'accueillir toutes les Communautés Economiques Régionales en tant que membres, pour faciliter leur implication dans la mise en œuvre des plans d'action des futures éditions de la Biennale de la culture de la paix et de la non-violence ;

14. **Saluons** le choix des thèmes retenus pour cette deuxième édition de la Biennale de Luanda et notons l'urgence d'établir des synergies et un cadre d'action commun pour exploiter le potentiel des économies bleue et verte et pleinement tirer profit du potentiel incalculable que nous offre le secteur pour réaliser l'intégralité du programme de développement durable ;

15. **Convenons** de la nécessité d'établir un dialogue politique régional pérenne entre l'Union Africaine, l'UNESCO, le Gouvernement de l'Angola et les Communautés Economiques Régionales ; à engager dans les meilleurs délais pour la préparation du format des éditions suivantes ;

16. **Saluons** l'engagement de la Commission de la CEEAC auprès du comité de pilotage à définir un cadre institutionnel de gouvernance continentale de la Biennale et Demandons au comité de pilotage de tout mettre en œuvre pour l'élaboration d'un document cadre sur la constitution d'une Alliance des partenaires pour apporter leur soutien à la mise en œuvre d'initiatives phares ;

17. **Appelons** l'ensemble des bailleurs de fonds et investisseurs privés à apporter leur soutien à la mise en œuvre d'initiatives phares ;

18. **Saluons** et soutenons pleinement les efforts continus déployés par le Comité d'organisation dans la mise en œuvre des activités nécessaires à la préparation de la tenue de la prochaine édition de la Biennale de Luanda ;

19. **Réitérons** nos remerciements à l'UNESCO pour les appuis constants et multiformes au processus d'intégration régionale en Afrique à travers notamment différents programmes indicatifs régionaux et nationaux et l'exhortons à poursuivre ses efforts pour valoriser les spécificités et les priorités de la région Afrique dans le processus de programmation régionale ;

20. **Réitérons** de même nos remerciements à l'Union Africaine, organisation faitière, et saluons la collaboration renforcée entre les Communautés Economiques Régionales et les Etats membres pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2063 ;

21. **Exprimons** notre gratitude renouvelée à l'égard du peuple angolais, de la République d'Angola et de Son Chef d'État, pour cette initiative qui fera, nous l'espérons, de Luanda un pôle mondial de la culture de la paix et de la non-violence.

Fait à Libreville, le 13 août 2021

**JOINT DECLARATION OF HIGH REPRESENTATIVES  
OF REGIONAL ECONOMIC COMMUNITIES  
ON THE CULTURE OF PEACE AND OF NON-VIOLENCE**

We, representatives of Regional Economic Communities (REC), pillars of the African Union (AU);

1. **Acknowledging** the States of the African continent's adherence to the 2063 Agenda of the African Union titled "The Africa We Want" and to the 2030 Agenda of the United Nations;
2. **Considering** the 558/XXIV Decision, adopted, in 2015, during the 24<sup>th</sup> session of the African Union Assembly of Heads of State and Government that established the Biennale of Luanda and asked to the African Union Commission (AUC) to act to its organization in consultation with UNESCO and the Government of the Republic of Angola;
3. **Considering** the 1265 (XXXVIII) Decision adopted, in February 2021, during the 38<sup>th</sup> session of the African Union (AU) Assembly of Heads of State and Government, through which it "instructs the African Union Commission to work with the Government of Angola to create conditions for the second panafrican Forum for the culture of peace – the Biennale of Luanda."
4. **Considering** the major opportunity to celebrate the of the year 2021 for the African Union, "Arts, Culture and Heritage: Levers for Building the Africa We Want" and to extend, throughout this same year, the theme of the year 2020, "Silencing the guns in Africa"; destined to bring African responses to transformations affecting the continent's economies and societies;
5. **Considering** the Action Plan in favour of a culture of peace in Africa/Let us act for peace" adopted in March 2013 in Luanda (Angola), during the panafrican Forum "Sources and resources for a culture of peace";
6. **Considering** that, among other things, the absence of and institutional, organizational inclusive of partnership and of formal governance, well defined and invariable, clarifying and precisising the participants's roles in the creation of said projects, programs and resolutions could justify the lack of socioeconomic impacts of different regional programs to establish and maintain peace and security at the heart of different regional spaces of the African Union;
7. **Considering** the 2020 global report on oceanic sciences and the Decision of the United Nations Organization that proclaimed the years 2021-2030 the Decade of Oceanic Sciences at the service of sustainable development;
8. **Considering** the Presidential Decree 164/20 of November 16, 2020, through which the President of the Republic of Angola took dispositions for the establishment of conditions for the realisation of this second edition of the Biennale of Luanda in cooperation with UNESCO and the African Union, particularly through the creation of a multisectoral Commission and a national Committee of gestion of the Biennale.
9. **Taking into account** the goals and objectives of the "Operational Strategy of UNESCO for Priority Africa (2014-2021)", destined to bring African responses to transformations that affect economies and societies of the continent;
10. **Anxious** to act to the daily and sustainable, individual and collective appropriation and establishment, on the continent, of the concept of culture of peace that consists in "values,

attitudes and behaviours that reflect and inspire social interaction and sharing based on the principles of freedom, justice and democracy, all human rights, tolerance and solidarity, that reject violence and endeavour to prevent conflicts by tackling their root causes to solve problems through dialogue and negotiation and that guarantee the full exercise of all rights and the means to participate fully in the development process of their society”

**Therefore,**

11. **Take cognizance** of the adhesion of the Commission of ECCAS to the Biennale of Luanda’s Committee of organization, through the Agreement Protocol signed between the Commission of ECCAS, the Angolan Government and UNESCO;

12. **Also take cognizance** of the role, responsibility, and duty to commit of the Regional Economic Communities (REC) in the process of perpetuation of the culture of peace and of non-violence as well as the implementation of projects, programs, and resolutions to “Silence the guns in Africa” by 2030 and to bring African responses to transformations affecting the continent’s economies and societies;

13. **Ask** the steering Committee of the Biennale of Luanda to welcome the Rec as members, to facilitate their implication in the establishment of action plans of future editions of the Biennale of the culture of peace and of non-violence;

14. **Salute** the choice of retained themes for this second edition of the Biennale of Luanda and note the emergency to establish synergies and a common action frame to exploit the potential of blue and green economies and to fully make profit of the immeasurable potential the sector offers us to realize the integrality of the program of sustainable development;

15. **Convene** of the necessity to establish a sustainable political regional dialogue between the African Union, UNESCO, the Government of Angola, and the REC to engage in the best delays, to prepare the format of the following editions;

16. **Salute** the commitment of the Commission of ECCAS to the steering committee to define an institutional frame of continental governance to elaborate a frame document on the building of an Alliance of partners to bring their support to the creation of leading initiatives;

17. **Call** the ensemble of backers and private investors to bring their support to the creation of leading initiatives;

18. **Salute** and fully support the continuous efforts deployed by the Organization Committee in the creation of activities necessary to prepare the next edition of the Biennale of Luanda that will be held;

19. **Reiterate** our thanks to UNESCO for the constant supports of different forms to the process of regional integration in Africa through notably several indicative regional and national programs and exhort them to follow up on their efforts to value the specificities and priorities of the African region in the process of regional programme;

20. **Reiterate** as well our thanks to the African Union, ridge organization, and salute the reinforced collaboration between the REC and the Member States to reach the goals of the 2063 Agenda;

21. **Express** our renewed gratitude to the Angolan people, the Republic of Angola, and its Head of State, for this initiative that will, we hope, make of Luanda a global centre of the culture of peace and of non-violence.

Done at Libreville, on August, 13<sup>th</sup>, 2021

**DECLARACION CONJUNTA DE LOS ALTOS REPRESENTANTES  
DE LAS COMUNIDADES ECONOMICAS REGIONALES  
SOBRE LA CULTURA DE LA PAZ Y DE LA NO-VIOLENCIA**

Nosotros, representantes de las Comunidades Económicas Regionales (CER), pilares de la Unión Africana;

- **Recordando** la adhesión de los Estados del continente africano a la Agenda 2063 de la Unión Africana titulada “La África que Queremos” y a la Agenda 2030 de las Naciones Unidas;

**CONSIDERANDO**

- Que la Decisión 558/XXIV, adoptada en 2015 durante la 24ª sesión de la Conferencia de Jefes de Estado y de Gobierno de la Unión Africana (UA) que constituye la Bienal de Luanda y que solicita a la Comisión de la Unión Africana (CUA) que trabaje en su organización conjuntamente con la UNESCO y el Gobierno de la Republica de Angola;
- Que la Decisión 1265 (XXXVIII) adoptada en febrero 2021 durante la 38ª sesión de la Conferencia de Jefes de Estado y de Gobierno de la Unión Africana (UA) por la cual “instruye a la Comisión de la Unión Africana a trabajar con el gobierno de Angola para crear las condiciones para el segundo Fórum panafricano para la cultura de la paz – la Bienal de Luanda.”
- Que la mejor oportunidad de celebrar el tema del año 2021 para la Unión Africana, “Artes, cultura y patrimonios: apalancamientos para la edificación de la África que queremos” y de prolongar, durante el mismo año, el tema del año 2020, “Silenciar las armas en África”; destinada a llevar respuestas africanas a las transformaciones que afectan las economías y las sociedades del continente;
- El “Plano de acción a favor de una cultura de la paz en África/Actuamos para la paz” adoptado en marzo del año 2013 en Luanda, Angola, durante el Fórum panafricano “Motivos y recursos para una cultura de la paz”;
- Que la insuficiencia de impactos socioeconómicos de los diferentes programas regionales para establecer y mantener la paz y la seguridad al seno de diferentes espacios regionales de la Unión Africana podría ser justificada entre otros por la ausencia de un esquema institucional, organizacional inclusivo de cooperación y de gobernanza concisa, bien definida e inmutable, que clarifique y aclare los papeles de los participantes en la implementación de la mayoría de estos proyectos, programas y resoluciones;
- El Reporte mundial del año 2020 sobre las ciencias oceánicas y la Decisión de la Organización de las Naciones Unidas que proclamó los años 2021-2030 la década de las Ciencias Oceánicas al servicio del desarrollo sustentable;
- El Decreto Presidencial 164/20 del 16 de noviembre de 2020, por el cual el Presidente de la Republica de Angola tomó acciones para implementar condiciones a favor de la realización de esta segunda edición de la Bienal de Luanda en cooperación con la UNESCO y la Unión Africana, particularmente por la creación de una Comisión multisectorial y de un Comité nacional de gestión de la Bienal;

## Y

- **Teniendo en cuenta** las metas y los objetivos de la “Estrategia operacional de la UNESCO para la Prioridad África (2014-2021)”, destinada a llevar respuestas africanas a las transformaciones que afectan las economías y sociedades del continente;
- **Preocupado** por actuar en favor de la apropiación y la implementación individuales y colectivas diarias y sostenibles, en el continente, del concepto de cultura de la paz que consiste “en valores, actitudes y conductas que plasman y suscitan interacciones e intercambios sociales basados en los principios de libertad, Justicia y democracia, derechos humanos, la tolerancia y solidaridad. En definitiva, principios que rechazan la violencia y procuran prevenir los conflictos mediante el diálogo y la negociación y que garantizan el pleno ejercicio de todos los derechos y proporcionan los medios para participar plenamente en el proceso de desarrollo de su sociedad.”

### En consecuencia,

- **Tomamos nota** de la adhesión de la Comisión de la CEEAC en el seno del Comité de organización de la Bienal de Luanda, a través del Protocolo de Acuerdo firmado entre la Comisión de la CEEAC, el Gobierno de la República de Angola y de la UNESCO;
- **También tomamos nota** del papel, de la responsabilidad y del deber del compromiso de las Comunidades Económicas Regionales (CER) en el proceso de la perpetuación de la cultura de la paz y de la no-violencia al mismo tiempo que la implementación de proyectos, programas y resoluciones para “Silenciar las armas en África” antes de 2030 y llevar respuestas africanas a las transformaciones que afectan las economías y las sociedades del continente;
- **Solicitamos** al Comité de dirección de la Bienal de Luanda que incluya las CCEERR como miembros, para facilitar su implicación en la implementación de los planes de acción de las próximas ediciones de la Bienal de la cultura de la paz y de no-violencia;
- **Saludamos** la escogencia de los temas seleccionados para esta segunda edición de la Bienal de Luanda y tomamos nota de la urgencia de establecer sinergias y un ámbito de acción común para explotar el potencial de las economías azul y verde y obtener ganancia plena del potencial incalculable que el sector nos ofrece para realizar todo el programa de desarrollo sustentable;
- **Convenimos** en la necesidad de establecer un diálogo político regional perenne entre la UA, la UNESCO, el Gobierno de Angola y las CER; a comprometer de la manera más expedita posible para la preparación del formato de las ediciones siguientes;
- **Saludamos** el compromiso de la Comisión de la CEEAC con el Comité de dirección para definir un cuadro institucional de gobierno continental de la Bienal y Solicitamos al Comité de dirección que implemente lo necesario para la elaboración de un documento marco sobre la formación de una Alianza de socios para aportar sustento a la implementación de iniciativas brillantes;
- **Llamamos** el grupo de partidarios e inversores privados a aportar su contribución a la implementación de iniciativas brillantes;
- **Saludamos** y apoyamos plenamente los esfuerzos continuados desplegados por el Comité de organización en la implementación de las actividades necesarias para la preparación de la realización de la próxima edición de la Bienal de Luanda
- **Reiteramos** nuestro agradecimiento a la UNESCO por el apoyo constante y multiforme al proceso de integración regional en África a través de los diferentes programas



indicativos regionales y nacionales y la exhortamos a continuar sus esfuerzos para valorizar las especificidades y prioridades de la región africana en el proceso de programación regional;

- **Reiteramos** igualmente nuestro agradecimiento a la Unión Africana, la organización que la acobija, y saludamos el fortalecimiento de la colaboración entre las CCEERR y los Estados miembros para alcanzar los objetivos de la Agenda 2063;
- **Expresamos** nuestra reiterada gratitud al pueblo angoleño, a la República de Angola y de su Jefe de Estado, para esta iniciativa que esperamos haga de Luanda un pilar mundial de la cultura de la paz y de la no-violencia.

Dado en Libreville, el 13 de agosto de 2021

**DECLARAÇÃO CONJUNTA DOS ALTOS REPRESENTANTES**  
**DAS COMUNIDADES ECONÓMICAS REGIONAIS**  
**SOBRE A CULTURA DA PAZ E DA NÃO-VIOLÊNCIA**

Nós, os representantes das Comunidades Económicas Regionais (CERs), pilares da União Africana (UA);

1. **Recordando** o compromisso dos Estados do continente africano com a Agenda 2063 da União Africana intitulada "A África que queremos" e com a Agenda 2030 das Nações Unidas;
2. **Considerando** a Decisão 558/XXIV, adoptada em 2015 na 24ª sessão da Assembleia de Chefes de Estado e de Governo da União Africana, estabelecendo a Bienal de Luanda e solicitando à Comissão da União Africana (CUA) que trabalhe para a sua organização em consulta com a UNESCO e o Governo da República de Angola;
3. **Considerando** a Decisão 1265 (XXXVIII) adoptada em Fevereiro de 2021 pela 38ª Sessão da Assembleia de Chefes de Estado e de Governo da União Africana (UA), na qual "incumbe a Comissão da União Africana de trabalhar com o Governo de Angola para criar as condições para o Segundo Fórum Pan-Africano para a Cultura de Paz - a Bienal de Luanda".
4. **Considerando** a grande oportunidade de celebrar o tema do ano 2021 para a União Africana, "Artes, Cultura e Património: Alavancas para a Construção da África que Queremos" e de prolongar, durante o mesmo ano, o tema do ano 2020, "Silenciar as Armas em África"; destinado a fornecer respostas africanas às transformações que afectam as economias e sociedades do continente;
5. **Considerando** o "Plano de Acção para uma Cultura de Paz em África/Actuemos pela Paz " adoptado em Março de 2013 em Luanda, Angola, no Fórum Pan-Africano "Fontes e Recursos para uma Cultura de Paz";
6. **Considerando** que o impacto socioeconómico insuficiente dos vários programas regionais para estabelecer e manter a paz e a segurança nos vários espaços regionais da União Africana poderia ser justificado, entre outros, pela ausência de um quadro institucional, organizacional, de parceria inclusiva e de governação formal bem definido e imutável, clarificando e especificando os papéis das partes interessadas na implementação da maioria dos referidos projectos, programas e resoluções;
7. **Considerando** o Relatório Mundial sobre a Ciência Oceânica de 2020 e a Decisão das Nações Unidas que proclamou os anos 2021 a 2030 como a Década das Ciências dos Oceanos para o Desenvolvimento Sustentável;
8. **Considerando** o Decreto Presidencial 164/20 de 16 de Novembro de 2020, pelo qual o Presidente da República de Angola tomou medidas para estabelecer as condições para a realização desta segunda edição da Bienal de Luanda em cooperação com a UNESCO e a União Africana, nomeadamente através da criação de uma Comissão Multisectorial e de um Comité Nacional para a gestão da Bienal;
9. **Tendo em conta** as metas e objectivos da "Estratégia Operacional da UNESCO para a Prioridade África (2014-2021)", destinada a fornecer respostas africanas às transformações que afectam as economias e sociedades do continente
10. **Preocupados** em trabalhar para uma apropriação e implementação diária e sustentável, individual e colectiva, no continente, do conceito de uma cultura de paz que consiste em "valores, atitudes e

comportamentos que reflectem e promovem o convívio e a partilha com base nos princípios da liberdade, justiça e democracia, todos os direitos humanos, tolerância solidariedade, incluindo o respeito pela igualdade de género, que rejeitam a violência e estão inclinados a prevenir o conflito, abordando as suas causas profundas e resolvendo os problemas através do diálogo e da negociação, e que garantem a todos o pleno gozo de todos os direitos e meios para participar plenamente no processo de desenvolvimento da sua sociedade".

**Por conseguinte,**

11. **Tomamos nota** da adesão da Comissão da CEEAC ao Comité Organizador da Bienal de Luanda, através do Memorando de Entendimento assinado entre a Comissão CEEAC, o Governo da República de Angola e a UNESCO;

12. **Tomamos nota** do papel, responsabilidade e dever das Comunidades Económicas Regionais (CER) no processo de perpetuação da cultura de paz e não-violência, bem como na implementação de projectos, programas e resoluções para "Silenciar as armas em África" até 2030 e para dar respostas africanas às transformações que afectam as economias e sociedades do continente;

13. **Solicitamos** ao Comité Directivo da Bienal de Luanda que acolha todas as Comunidades Económicas Regionais como membros, para facilitar a sua participação na implementação dos planos de acção das futuras edições da Bienal para uma Cultura de Paz e Não-Violência;

14. **Acolhemos** favoravelmente a escolha dos temas para esta segunda edição da Bienal de Luanda e tomamos nota da necessidade de estabelecer sinergias e um quadro comum de acção para aproveitar o potencial das economias azuis e verdes e aproveitar plenamente o potencial incalculável oferecido pelo sector para alcançar a agenda completa do desenvolvimento sustentável;

15. **Concordamos** na necessidade de estabelecer um diálogo político regional sustentável entre a União Africana, a UNESCO, o Governo de Angola e as Comunidades Económicas Regionais; a ser iniciado o mais rapidamente possível para a preparação do formato das edições seguintes;

16. **Elogiamos** o compromisso da Comissão CEEAC perante o comité directivo no sentido de definir um quadro institucional para a governação continental da Bienal e solicitamos ao comité directivo que implemente o necessário para a elaboração de um documento-quadro sobre a formação de uma Aliança de parceiros para apoiar a implementação de iniciativas brilhantes

17. **Apelamos** a todos os doadores e investidores privados para que contribuam à implementação de iniciativas emblemáticas;

18. **Elogiamos** e apoiamos plenamente os esforços contínuos do Comité Organizador na implementação das actividades necessárias à preparação da próxima edição da Bienal de Luanda;

19. **Reiteramos** os nossos agradecimentos à UNESCO pelo seu apoio constante e multifacetado ao processo de integração regional em África através de vários programas indicativos regionais e nacionais e exortamo-los a acompanhar os seus esforços no sentido de valorizar as especificidades e prioridades da região africana no processo de programa regional;

20. **Reiteramos** também os nossos agradecimentos à União Africana, a organização que a acolhe, e saudamos o reforço da colaboração entre as Comunidades Económicas Regionais e os Estados-Membros na realização dos objectivos da Agenda 2063;

21. **Expressamos** a nossa renovada gratidão ao povo angolano, à República de Angola e ao seu Chefe de Estado, por esta iniciativa que esperamos faça de Luanda um centro mundial para a cultura da paz e da não-violência.

Feito em Libreville, 13 de Agosto de 2021